



Secretaria general

Seu Nacional:
Alí Bei 119
Barcelona 08013
Telèfon: 93 481 36 60
www.intersindical-csc.cat
secretariat@intersindical-csc.cat

MANIFESTE DE LA GRÈVE GÉNÉRALE. 18 OCTOBRE 2019

Pour les Droits et les Libertés, Grève Générale!

Un nouveau gouvernement espagnol et une nouvelle déception. Peu importe si elles sont menées par le PP (Parti Populaire) ou le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), les conquêtes sociales n'arrivent jamais aux travailleurs et les travailleuses. Les politiques austéricides et néolibérales persistent quelque soit le locataire de l'hôtel du gouvernement, et en parallèle la répression autoritaire contre les classes populaires et notamment contre le peuple catalan deviennent des outils pour freiner toutes les luttes pour une amélioration des conditions de vie et justice pour la majorité. Tout comme lors de la gouvernance des populaires, le «socialisme» de l'État s'enveloppe aussi dans le drapeau espagnol et le patriotisme pour cacher les misères du régime de 78 qui étouffe la plupart de la population dont les fissures deviennent de plus en plus visibles.

Pendant la campagne électorale, certains partis soulignent des propositions progressistes bien limitées qui, même si elles arrivent au gouvernement, retourneront dans le fond du tiroir pour se plier à nouveau aux ordres de sociétés de l'Ibex 35 qui ne supportent aucun accord avec n'importe quelle force qui puisse mettre minimement en question les fondements de la monarchie espagnole: les privilèges inaltérables des élites et un modèle d'État indissoluble et centraliste. C'est pourquoi, tous les changements promis par les Socialistes avant leur accès au pouvoir ont été disséminés au moment où ils sont passés de l'opposition au pouvoir, un autre cycle dans l'alternance politique espagnole dans le but de ne jamais rien changer.

Des mesures minimales comme la dérogation de la réforme du marché du travail du PP ou la loi Mordas, le retrait du veto au lois sociales du Parlement catalan, l'accueil des réfugiés initialement accordé, les plafonds du prix des loyers, un impôt sur les transactions financières, le renouvellement du modèle de financement autonome ou la divulgation de la liste des évadeurs fiscaux qui ont pu bénéficier de l'amnistie fiscale de Montoro, toutes ces mesures se sont volatilisées malgré la défense véhémement faite auparavant par Pedro Sanchez.

Nous, les classes ouvrières catalanes savons que les droits et les libertés sont quelque chose à mendier seulement en temps d'élection. On a constaté il y a un siècle suite à la grève de la Canadenca (1919) qui a permis d'obtenir la plus importante des victoires de l'époque: une journée de travail de 8 heures et la retraite à 65 ans. L'histoire s'entête à mettre en relief que les progrès sociaux ne s'obtiennent que grâce à la lutte. Pacifique, massive et non violente par la grève générale qui est un des outils les plus clairs des travailleurs et des travailleuses.

Le 18 octobre un nouveau rendez-vous, une nouvelle convocation à la grève générale qui doit être massive pour bien montrer que nous ne resterons pas passifs devant les attaques continues subies. La déception du bref mandat de Sanchez à la tête du gouvernement espagnol, incapable de déroger les mesures les plus nuisibles de l'étape Rajoy doit trouver une réponse ferme et claire dans les rues. Les classes populaires doivent prendre les rennes et proclamer qu'elles ne permettront plus d'être écrasées malgré une criminalisation croissante de la protestation et de la répression contre tous ceux qui osent lever leurs voix.

Pour l'Intersindical-CSC il est clair que la République catalane est le moyen indispensable pour faire tomber le régime de 78 et avancer vers un horizon d'Égalité, Équité et Justice sociale. Malgré le fait de marcher vers cet horizon, la lutte pour les droits et les libertés des classes populaires ne peut cesser devant n'importe quelle institution. Nous continuons debout encore une fois ce 18 octobre pour exiger tous les droits et les libertés:

- pour un salaire minimum catalan et des retraites dignes de 1200 euros minimum révisable en fonction de l'indice de la hausse de prix à la consommation en Catalogne.

- pour la dérogation des réformes du marché du travail de l'année 2010- 12 et pour le rétablissement des droits perdus.

- pour une inspection de travail effectuée avec des ressources nécessaires pour lutter avec efficacité contre les vulnérations des droits.

- pour la fin des inégalités dans le monde du travail et des brèches salariales subies par les femmes, notamment en réintroduisant les articles annulés de la loi sur l'égalité dans le domaine du monde du travail.

- pour un plan de sauvetage social qui devrait garantir des services sociaux gratuits et universels, l'alimentation et l'accès au logement pour tous, un revenu universel d'activité pour les citoyens et un plan d'internalisation des services publics actuellement externalisés.

- pour un accord d'urgence climatique qui réduise le plus rapidement possible les émissions nettes de gaz à effet de serre à zéro qui doit commencer par la récupération des lois contre le changement climatique partiellement annulé par le tribunal constitutionnel espagnol.

- pour l'adoption de dation en paiement réclamé par le parlement catalan et à l'unanimité ainsi que la fixation d'un prix maximal de location pour le loyer.

- pour l'accueil des réfugiés, pour la fermeture des centres d'étrangers et la dérogation de la loi des Étrangers ce qui ferait de la Catalogne un véritable pays d'accueil sans citoyen de deuxième rang.

- pour la récupération des lois sociales et des impôts approuvés par le parlement catalan et rejetées ou suspendues par les tribunaux espagnols.

- pour la dérogation de la loi Mordas et la fin de la répression policière et judiciaire des classes populaires et du peuple catalan.